

Convention collective régionale

IDCC : 528. – **INDUSTRIES DE LA TEINTURE, DU NETTOYAGE
ET DE LA BLANCHISSERIE
(Nord - Pas-de-Calais)
(25 février 1955)**

(Etendue par arrêté du 23 avril 1971,
Journal officiel du 30 mai 1971)

AVENANT N° 15 DU 19 MARS 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} AVRIL 2012

NOR : ASET1250803M
IDCC : 528

Entre :

L'UNIRET,

D'une part, et

La CFDT HACUITEX ;

L'UTCH FO ;

L'URS CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème des rémunérations minimales et classifications

Les rémunérations minimales conventionnelles sont fixées au 1^{er} avril 2012 pour les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective des industries de la teinture nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais conformément au tableau suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
110	9,22	1 398,37
120	9,23	1 399,88
130	9,24	1 401,40
140	9,25	1 402,92
160	9,51	1 442,35
180	9,75	1 478,75
200	10,09	1 530,32

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
230	10,89	1 651,65
280	11,81	1 791,18
350	12,93	1 961,05
400	14,33	2 173,38
500	16,35	2 479,75
600	18,46	2 799,77

Prime de frais de route des chauffeurs livreurs : 5,85 €.

Cette prime est allouée aux chauffeurs-livreurs qui, du fait de l'horaire de la tournée, sont dans l'impossibilité de prendre leur repas à leur domicile ou dans l'entreprise.

Article 2

Adhésion

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, toute organisation et tout employeur qui ne font pas partie du présent avenant pourront y adhérer ultérieurement.

Cette adhésion sera valable à compter du jour qui suivra celui de la notification de l'adhésion à la direction départementale du travail et de l'emploi.

Article 3

Dépôt de l'avenant

Les formalités de dépôt seront effectuées, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail.

Article 4

Extension

Conformément aux articles L. 2261-24 et L. 2261-26 du code du travail, les parties contractantes conviennent de demander au ministère du travail que les dispositions du présent accord soient rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective.

(Suivent les signatures.)